



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 22 février 2022

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2022-0012 du 22/02/2022

Portant décision d'examen au cas par cas concernant une augmentation de volume de bains de traitement de surface et de bacs de nettoyage de pièces au moyen de solvants organiques
Société Dassault Aviation à Argonay

VU la directive 2011/92/UE modifiée du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, et notamment le IV, R.122-2 et R.122-3 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de L'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Alain Espinasse, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n°SGCD/SLI/PAC/2021-030 du 16 avril 2021 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

VU l'article 62 de la loi pour un État au service d'une société de confiance entré en vigueur le 12 août 2018 en ce qu'il modifie le IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-850 du 29 avril 2004 autorisant la société Dassault Aviation à poursuivre l'exploitation d'un établissement de fabrication et de réparation de composants destinés à l'industrie aéronautique situé à Argonay ;



VU l'arrêté préfectoral n° 2013214-0003 du 2 août 2013 portant mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2004-850 du 29 avril 2004 ;

VU la demande d'examen au cas par cas déposée complète le 1^{er} février 2022 par la société Dassault Aviation et publiée sur le site Internet de la préfecture de la Haute Savoie ;

Considérant que le projet consiste en une augmentation du volume des bacs de traitement de surface et de bacs de nettoyage de pièces au moyen de solvants organiques ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique « 1- Installations classées pour la protection de l'environnement » (cas des installations soumises à enregistrement) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le terrain d'assiette du projet n'intercepte aucun périmètre de protection ou d'inventaire relatif aux milieux naturels et qu'il ne présente pas de sensibilité particulière en qui concerne notamment la biodiversité ;

Considérant que le projet sera établi à l'intérieur de bâtiments déjà existants ou d'un bâtiment récemment construit en continuité de bâtiments existants dans une zone déjà artificialisée ;

Considérant, au vu du dossier remis, que le projet ne rejettera pas d'eaux de procédés et n'augmentera pas les rejets atmosphériques de façon significative ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations et des caractéristiques du projet fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

ARRÊTE

Article 1 :

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'extension de l'activité de traitement de surface et de lavage de pièces au moyen de solvants organiques au sein de l'établissement exploité par la société Dassault Aviation sur la commune d'Argonay présenté par la société Dassault Aviation, objet de la demande n° 2022-0043 du 1^{er} février 2022, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Il ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble par écrit ou par le biais du portail « télérecours citoyens » accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Article 4 :

Le préfet de la Haute-Savoie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Dassault Aviation et sera publié sur le site Internet de la préfecture de la Haute Savoie.

Pour Le préfet,
Le secrétaire général,



Thomas FAUCONNIER